

Tremblay-en-France

Vœu du Conseil municipal Refus de toutes les formes d'esclavage

Le Conseil municipal de Tremblay-en-France exprime son sentiment d'indignation et de révolte face à un nouvel essor de l'esclavage à la surface de notre planète, et appelle à une prise de conscience collective des causes profondes de cette barbarie.

Des images d'une cruauté inouïe, révélées par une télévision américaine, ont levé le voile sur ce scandale humain et moral, qui voit des hommes noirs être encore aujourd'hui vendus au sud de la Lybie, sur de véritables marchés aux esclaves.

Les migrants africains, jetés sur les routes de l'exil par la misère, la guerre ou l'oppression politique, sont jetés dans les griffes de réseaux criminels et mafieux qui n'hésitent pas à réintroduire la traite négrière pour assurer de nouveaux profits.

Dans le monde, on estime entre 30 et 40 millions le nombre d'esclaves, dont 10 millions d'enfants, particulièrement en Inde, en Chine, au Pakistan, en Mauritanie... Ce phénomène, sous d'autres formes touche également des pays développés économiquement, dans une même logique d'asservissement économique de l'homme à sa simple force de travail.

En France même, les ONG estiment à plusieurs milliers le nombre de personnes en état de servitude absolue. Ce n'est que récemment que notre pays s'est mis en conformité avec le droit européen pour créer un crime d'esclavage dument sanctionné.

Nous nous félicitons de la condamnation de la France, par la voix du Président de la République, de ce qui constitue un crime contre l'humanité, reconnu comme tel depuis la loi Taubira de 2001, puis par la création d'une journée de commémoration chaque 10 mai par le Président Jacques Chirac en 2006.

Cette terrible actualité nous montre à quel point cette loi de condamnation de l'esclavage, au-delà de son aspect mémoriel, demeure aujourd'hui encore un impératif politique, juridique et moral.

Comme le rappelait le poète martiniquais Aimé Césaire en 1982 à la tribune de l'Assemblée Nationale, « il faut se rappeler que le combat, le séculaire combat pour la liberté, l'égalité et la fraternité, n'est jamais entièrement gagné, et que c'est tous les jours qu'il vaut la peine d'être livré. »

Au-delà de la condamnation unanime de ce phénomène, le Conseil municipal de Tremblay-en-France :

- exhorte l'ONU et l'Union européenne à déployer une action énergique pour mettre fin à la traite négrière.
- rappelle à quel point les aventures militaires des puissances occidentales, sous le giron de l'OTAN, ont profondément déstabilisé le continent africain et le Moyen-Orient, avec pour résultante la constitution d'un terreau favorable à l'extension des réseaux djihadistes et des réseaux criminels.
- demande au gouvernement français de reconnaître la faillite totale de l'intervention militaire franco-britannique en Lybie. Par son objectif flou, par le détournement du mandat initial de l'ONU, par son retrait précipité, cette intervention s'est révélée un désastre qui n'est pas sans conséquence sur le chaos régnant aujourd'hui en Lybie.
- souligne enfin que ces logiques de domination économique, dans leur forme la plus abjecte, ne pourront prendre fin que dans le cadre d'une action résolue en faveur d'une mondialisation équitable et soutenable, avec une aide publique au développement par les pays riches qui atteigne enfin les objectifs fixés par les Nations Unies.